

## **Intervention de Jean-Michel Ruiz Congrès départemental 1<sup>er</sup> et 2 février 2013**

Cher (e)s camarades,

Notre Congrès national et Congrès départemental s'ouvrent dans un contexte particulier.

Les conditions sont, je crois, réunies pour que la tenue de notre congrès constitue un événement marquant de la vie politique nationale et départementale. Et cela pour au moins trois raisons.

L'aggravation de la crise, et la confirmation, huit mois après l'élection de François Hollande, d'orientations gouvernementales qui ne permettront pas d'en sortir, donnent au Parti communiste, comme à toutes les forces sociales et politiques qui n'entendent pas renoncer au changement, une responsabilité accrue. Et la place nouvelle prise, ces derniers mois, dans le débat politique par nos choix et nos votes au Parlement en est un témoignage. Beaucoup d'attentions seront tournées vers notre congrès.

Il devient évident à un nombre chaque jour plus grand de nos concitoyens que sans mobilisation relancée de toutes celles et de tous ceux qui ont voulu le changement au printemps dernier, la politique gouvernementale ne fera que nourrir la déception et préparer l'échec. Le lancement de la campagne nationale du Front de gauche pour une alternative à l'austérité tombe à point nommé.

Notre congrès doit lui donner l'écho et le tremplin nécessaires, en la nourrissant de toute notre énergie collective et de tout notre apport d'idées.

Le renouveau du Parti communiste est de mieux en mieux perçu. Après les campagnes du Front de gauche, les initiatives de préparation de notre congrès ont confirmé une attente nouvelle à notre égard. : celle de la confirmation et un approfondissement de nos transformations novatrices.

En un mot, notre responsabilité est grande. Et je pense que nous avons les moyens d'y faire face, à condition de bien travailler.

La très large approbation du choix de la base commune intervenue lors du vote des communistes en décembre 2012 marque la confirmation de notre unité.

Dans notre département, 78% des votants ont validé la base commune, résultat qui se retrouve au sortir des conférences de sections. C'est un résultat éloquent quand on sait que la base commune n'avait obtenu que 30% des voix en 2008 !

Je parlais en ouverture de contexte particulier.

Les trois piliers de la politique social –libérale du gouvernement sont désormais posés : les budgets d'austérité de la nation et de la Sécurité sociale, qui sont la conséquence directe du ralliement au Pacte budgétaire européen ; un Pacte de compétitivité et ses 20 milliards de crédits d'impôts sans contre-partie autre que l'augmentation de la TVA et la réduction de dépenses publiques ; et maintenant, l'insécurisation renforcée du contrat de travail avec la pression du gouvernement pour transcrire in extenso dans la loi l'accord régressif MEDEF-CFDT.

On retrouve là des axes identiques (austérité, compétitivité patronale, flexibilité) à toutes les politiques de crise menées actuellement en Europe qui, loin de résorber cette crise, n'ont fait que l'accentuer.

Il est clair à nos yeux que la promesse présidentielle d'inverser la courbe du chômage ne sera pas tenue. Les choix actuels nous promettent au contraire un engrenage d'austérité et de sacrifices des services publics sans cesse accrus, une poursuite de l'augmentation du chômage, maintenant continue depuis 19 mois, une aggravation des déficits due au maintien de spirales récessives pour l'activité internationale.

Nous ne pouvons soutenir une telle orientation dont le dernier épisode, l'accord MEDEF-CFDT est inacceptable pour une majorité de gauche. Voilà par exemple ce que cet accord contient : le refus de mobilité interne entraînerait désormais un licenciement pour motif individuel ; le refus des plans emplois compétitivité, chers au Medef, le licenciement pour « motif économique individuel » ! Et puis, cet accord invente le « CDI intermittent » qui permettra à l'employeur de décider des périodes de travail et des périodes non travaillées, cela au mépris de la vie des salariés. Nous ne croyons pas au prétendu donnant-donnant ou « gagnant-gagnant » comme disent certains : faciliter les licenciements fera des emplois demain. La compétitivité est une machine à tirer vers le bas. Il faut changer de logique.

L'argument du respect de la démocratie sociale ne tient pas : quels que soient les résultats des élections syndicales retenues, le total des deux syndicats non signataires, CGT et FO, est supérieur à celui des trois organisations signataires dont l'une au moins est de surcroît assurée de ne plus figurer, dans quelques mois, parmi les organisations syndicales représentatives habilitées à signer un tel accord. Au niveau départemental, nous nous rapprocherons de la CGT pour nous associer à toutes les initiatives en direction des parlementaires de gauche pour exiger qu'ils refusent de voter la loi confirmant la ligne de cet accord. Imposons-leur de mettre à

l'ordre du jour notre proposition de loi sur les licenciements boursiers, qui est soutenue bien au-delà de nos rangs, reprise par une partie de la gauche socialiste. C'est ça le progrès !

S'aligner sur l'accord MEDEF/CFDT, ce serait tourner le dos aux salariés qui ont permis de battre Sarkozy au printemps dernier et offrir au MEDEF une victoire qu'il n'aurait jamais espéré 8 mois après la défaite de leur allié UMP.

Après « la droite décomplexée », nous voyons apparaître « les patrons décomplexés ». Je pourrais multiplier les exemples au plan national (Florange, PSA, Renault...) mais je me limiterai à un conflit départemental autre que celui de Presstalis, sur lequel nous allons aussi nous impliquer. Il s'agit de celui des matelas Benoist à Auvers sur Oise. Depuis une semaine, les salariés sont en lutte. Bien sûr, les conditions de travail, la précarité, les bas salaires sont des motifs du conflit mais la première revendication de ces salariés est la volonté d'être respectés. Ils subissent au quotidien les brimades, les sanctions arbitraires, le harcèlement et même des insultes racistes au sein de l'entreprise sans que la direction ne bouge. Une machine en panne par manque d'entretien et le salarié est sanctionné même s'il a alerté auparavant sur la vétusté du matériel. Un salarié d'origine africaine est insulté avec des propos racistes et la direction ne bronche pas.

Voilà le patronat décomplexé, conforté nationalement par le gouvernement et localement par la mairie socialiste d'Auvers et les pouvoirs publics comme la gendarmerie. Nous sommes mobilisés, au côté de salariés et de la CGT, pour combattre cette attitude.

Nous devons aussi non seulement rester vigilants mais être à l'offensive sur la question des retraites et des pensions. Il nous faut porter nos propositions sur un autre financement et sur une réduction de l'âge légal. Un gouvernement de gauche doit se prononcer clairement sur ce sujet qui porte sur un véritable choix de société.

Dans un même temps, la casse des services publics, pourtant si importants en temps de crise, ne cesse de se confirmer. La mobilisation des fonctionnaires hier prouve, s'il en était besoin, que le gouvernement se coupe d'une base qui, électoralement, a joué un rôle certain dans sa victoire.

Prenons l'exemple de l'Ecole.

Le projet de loi sur l'école présenté au Conseil des Ministres, le 23 janvier, présente des avancées mais n'est pas à la hauteur du principal défi à relever : lutter efficacement contre l'échec scolaire qui touche particulièrement les milieux modestes, parvenir à la réussite pour tous en partant du « tous capables ».

Du côté des « bougés » favorables : Priorité au primaire, rôle renforcé de la maternelle et

scolarisation à partir de 2 ans en ZEP, réaffirmation du collège unique, création de 60 000 postes d'enseignants avec formation initiale et continue ... sont des dispositions en rupture avec l'ère Sarkozy, et doivent s'inscrire dans une perspective de renforcement du service public d'Education Nationale et du statut des personnels enseignants.

D'autres mesures restent malheureusement en continuité avec l'ère précédente : Le projet de loi continue au fond à porter une conception utilitariste et compatissante de l'école, qui revient à dévaloriser les capacités des élèves de condition modeste et à les cantonner à des parcours scolaires correspondants.

Ainsi le « socle commun » minimum « de connaissance et de compétences » installé par la droite et qui traduit cette conception ne disparaît pas. Il est seulement remplacé par « le socle commun de connaissances, de compétences et de culture ». On parle dans le projet de loi de « favoriser » la réussite scolaire, et non de « la réussite de tous » ce qui marquerait une autre ambition, la lutte résolue contre les inégalités sociales et contre l'échec scolaire, une école formant avant tout des citoyens.

La réforme entérine la disparition des Rased, suggérant à nouveau que les Projets Educatifs Locaux se fixent l'objectif de remédier au décrochage scolaire. Il est nécessaire au contraire de s'engager résolument dans le rétablissement des Rased.

D'autres dispositions du projet de loi sont négatives et mettent en cause la dimension nationale du service public de l'éducation, dans le droit fil du projet actuel d'acte 3 de la décentralisation qui va être soumis parallèlement au débat parlementaire.

Pour prendre un exemple d'actualité, nous voyons que cette logique de désengagement de l'Etat, garant de l'accès de tous les enfants à un enseignement à la hauteur, prévaut avec la réforme des rythmes scolaires.

N'y-a-t-il pas là la recherche d'un nouveau partage des responsabilités entre l'Etat et les collectivités territoriales, le premier se dessaisissant de ses obligations et cherchant à obtenir des collectivités une implication plus grande, ainsi qu'un engagement des associations, ce qui laisse présager une « école à la carte », des inégalités accrues entre les territoires en terme de volume et de qualité d'enseignement ?

Si l'éducation de l'enfant ne se réduit certes pas aux apprentissages scolaires- et les communes, le milieu associatif jouent un rôle important et positif aux côtés de l'Education Nationale - l'école doit rester l'institution qui a la fonction sociale de transmettre des savoirs universels et à égalité sur tout le territoire national.

Nous rappelons avec force que la lutte contre l'échec scolaire, si cruciale aujourd'hui, n'est efficace que si elle s'opère dans le temps scolaire.

Les décisions sur les rythmes scolaires prises à la va-vite et sans réelle concertation

approfondie, et en dernier ressort par les directeurs académiques, suscitent légitimement un mécontentement du personnel enseignant et éducatif, des élus, sur le fond et sur les conditions de leur mise en œuvre.

De plus, la réorganisation représente une facture « salée » pour les communes. Nombre d'entre elles sont confrontées à des problèmes inextricables de personnels, d'équipements et de financements. Et que dire des délais impartis pour effectuer cette charge si lourde de réorganisation pour les communes ?

Le recours évoqué par le gouvernement qui pourrait se défausser, pour les compensations financières volontaires aux communes, sur la Caisse d'Allocation Familiales ne peut être une solution.

Les conséquences négatives de ces choix d'austérité ne tardent pas à survenir : Le gouvernement prépare un décret abaissant le taux d'encadrement des enfants pour les activités périscolaires, dans le souci, dit-il, d'alléger la charge importante des communes confrontées à la réorganisation. Ainsi, au lieu de consacrer les moyens nécessaires, il fait le choix d'un environnement éducatif au rabais, des conditions de travail plus difficiles pour les animateurs.

C'est sur la voie inverse qu'il faut s'engager : une réflexion sur les rythmes intégrant une réelle amélioration du temps scolaire des enfants, des moyens accrus pour les collectivités et pour l'Education nationale dans des rôles et des missions clairement redéfinis permettant des coopérations et un co-pilotage efficaces.

Pour rompre avec des années de démantèlement de l'école publique par la droite, l'heure est bien à la mobilisation de toutes et tous pour le développement de l'Ecole de l'égalité, laïque et gratuite.

Je profite de ce sujet pour mettre en avant la nécessité d'être vigilants sur la question de la laïcité. Que ce soit sur la question de l'école ou sur la mise en avant des communautés religieuses en entretenant des liens ambigües avec des collectivités locales, cette valeur première de la République est escamotée. J'en veux pour preuve les décisions prises par le Maire d'Argenteuil qui joue sur un terrain trop souvent utilisé par la droite et son extrême. Cette démarche d'opportunisme confessionnel n'est absolument pas en accord avec les valeurs défendues par la Gauche. Ce clientélisme, ce communautarisme, irraisonnés sont facteurs de divisions tout en alimentant des comportements xénophobes.

Pour la santé aussi, l'austérité est mortifère ! Franchises médicales, dépassements d'honoraires..., les restes à charge se sont accumulés au cours des années tandis que nos revenus n'augmentent pas. Le renoncement aux soins progresse, particulièrement en dentaire et en optique. C'est humainement inacceptable. Mais c'est aussi économiquement absurde !

C'est un gâchis que d'attendre une complication comme une paralysie ou une insuffisance cardiaque plutôt que de prendre en charge à 100% le traitement de l'hypertension artérielle, retirée de la liste des affections de longue durée par le gouvernement Sarkozy ou de favoriser un accident par une absence de lunettes ! Rien dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2013 ne revient sur les franchises, les remboursements, combattus à l'époque par toute la gauche.

Plutôt que d'adopter une mesure de justice sociale, le gouvernement a préféré poursuivre dans la voie tracée par les gouvernements précédents de la fiscalisation de notre système de protection sociale et par un transfert de financement des entreprises vers les ménages, y compris les plus modestes. Nous n'avons rien à lâcher des exigences entendues durant les campagnes électorales du printemps.

Nous continuons à porter avec force, l'exigence d'un moratoire immédiat sur les lois de la droite (« HPST », réforme des retraites, soins sans consentements, etc.). Pour faire une politique de gauche, il faut des lois de gauche !

Les comités de défense des hôpitaux d'Argenteuil ou de Pontoise, mis en route à l'initiative d'élus ou militants communistes, assurent un énorme travail de large rassemblement pour combattre les mesures néfastes qui pèsent sur les hôpitaux mais cela n'exonère pas nos organisations du Parti de mener la lutte à l'intérieur des comités mais aussi à l'extérieur pour faire connaître nos propositions. Au niveau départemental, nous avons organisé une conférence de presse pour alerter en 2009 sur l'hôpital d'Argenteuil, réalisé un tract départemental du PCF et contribué grandement à celui du Front de gauche sorti en fin d'année dernière. Nous devons faire plus et l'un des premiers ateliers thématiques que nous mettrons en place dans le futur CD portera sur ce thème.

Je pourrais évoquer ici les nombreuses batailles dans lesquelles, le Parti s'investit au niveau départemental, que ce soit pour la Poste, le pôle emploi, la CPAM mais je terminerai cette partie sur la question du logement.

Dans notre département, 25 Maires ne respectent pas la loi SRU. Le durcissement annoncé de cette dernière n'éclaircira pas ce triste tableau. Les communistes, au niveau des localités, sont très impliqués sur ce sujet, menant énormément de luttes, sous diverses formes. Au niveau du département, à l'initiative de Dominique Lesparre, un collectif du logement s'est créé où nous prenons, en tant qu'organisation, toute notre place. Pouvoir se loger dignement est un des droits premiers des individus, nous accélérerons donc l'action dans ce domaine.

Tous ces exemples le prouvent : cette politique social-libérale va à l'échec. Toutes les politiques

du même type ont échoué en Europe où déjà 8 pays sont en récession.

Nous ne voulons pas que la France suive la même voie.

Les orientations du gouvernement sont dans le droit fil des logiques libérales suivies par les gouvernements précédents et c'est pour cela que nos parlementaires ont refusé de voter le budget.

A l'initiative du PCF, nous voulons rassembler, avec le Front de gauche, tous ceux qui s'opposent à cette politique d'austérité du gouvernement Ayrault. Nous entendons démontrer qu'une autre politique à gauche est possible porteuse d'une alternative globale aux politiques d'austérité. Partout en Europe, des résistances populaires se développent pour imposer une autre logique qui donne la priorité aux besoins sociaux et environnementaux. Nous voulons des politiques qui servent « l'Humain d'abord » et pas les marchés financiers : c'est une autre orientation économique, sociale et écologique dont la France a besoin.

Voilà pourquoi nous lançons une grande campagne : dans toute la France, nous allons faire connaître nos propositions alternatives à l'austérité.

Nous voulons faire entendre qu'une autre logique existe à gauche, que d'autres solutions sont possibles, sont crédibles et applicables par une majorité et un gouvernement décidé à rompre avec le libéralisme et le social-libéralisme.

Nous voulons en débattre avec les citoyens, les enrichir des diverses expériences, agir ensemble pour imposer tout de suite des mesures vitales. Nous pensons que l'implication populaire des travailleurs, des jeunes, des chômeurs est la clé pour faire prévaloir l'humain sur la dictature de l'argent.

Nous nous adressons largement au-delà des composantes du Front de Gauche à toutes celles et tous ceux qui, à gauche et dans le mouvement social, souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme. Nous voulons agir avec toutes celles et tous ceux qui partagent cet objectif et construire sur cette base un rassemblement majoritaire qui impose une autre politique. Face à l'arrogance du MEDEF, nous voulons faire entendre la voix de celles et ceux qui souffrent de ces politiques d'austérité et démontrer qu'une alternative existe.

Cette campagne est primordiale car elle dressera les contours des contenus et des alliances que nous construirons en 2014. Un « catalogue » de propositions (25 en fait) a été élaboré conjointement avec les forces du Front de gauche. A nous, localement et départementalement, d'en sortir une, deux ou trois et de s'appliquer à créer autour un véritable événement qui bouscule les lignes. Appuyons-nous sur notre expérience en matière de meeting ou réunions unitaires, réfléchissons à organiser des marches ou des actions originales. Cette bataille pour « une alternative à la politique d'austérité » doit être notre fil conducteur.

Je prends l'exemple de l'action des organisations de jeunes contre la politique austéritaire du Conseil général. Il y a plus d'un an, nous avons annoncé dans un communiqué, Dominique Lesparre et moi, les mesures qui seraient prises. Aujourd'hui, malheureusement, elles sont devenues réelles. La suppression de la subvention pour la carte Imagin'R des lycéens a été un véritable déclic et, soutenues par les forces du Front de gauche, la FCPE et plusieurs organisations de jeunesse, de la JC au MJS en passant par l'UNEF, ont engagé le combat. Ce mouvement se heurte aujourd'hui au manque de relais citoyen. A la demande de la JC, nous réfléchissons à comment impliquer beaucoup plus largement les jeunes et les parents. Au niveau des conférences de sections, nous avons eu quelques remontées sur des réflexions sur d'autres sujets. Je pense à l'initiative de Garges qui, avec ses élus, s'engage sur le blocage des loyers. Nous pouvons multiplier les fronts d'actions avec un dénominateur commun et essentiel : oui, c'est possible de mener une autre politique, non marquée du sceau de l'austérité ! Nous reviendrons sur ce point lors du débat.

Il est à noter que les reculs gouvernementaux sont aussi bien sociaux que sociétaux, comme on le voit avec le renoncement sur le droit de vote des étrangers et les tergiversations sur le mariage pour tous.

Nous devons faire de la campagne pour le vote des étrangers un axe de bataille à part entière en vue de son adoption avant les échéances de 2014. Quant au mariage pour tous, la manifestation du 27 janvier a mobilisé en réponse au rassemblement des anti-mariage pour tous du 13 janvier. A cette occasion les forces réactionnaires se sont mobilisées comme à chaque fois qu'un progrès social est proposé à notre pays. La droite et l'extrême droite étaient aussi au rendez-vous contre le droit de vote des femmes, la décolonisation, la légalisation de l'avortement, l'abolition de la peine de mort...Les forces réactionnaires gagnent toujours du terrain si les tenants de l'émancipation humaine ne mènent pas la bataille publiquement avec force et cohérence.

Suite à la manifestation du 27 janvier, nous demandons au gouvernement d'arrêter les tergiversations et reports et nous l'appelons à s'engager fermement sur les trois revendications pour le mariage, l'adoption et la PMA. Exigeons aussi que tous les contrats de couple (PACS comme mariage) soient signés en mairie.

Nous réclamons une grande loi d'égalité et non une loi « à minima ».

Pour les communistes, pour l'ensemble du Front de gauche, le combat pour l'égalité civique et l'égalité sociale n'est pas séparable.

Sur la question des libertés, le gouvernement socialiste ne donne que des signes inquiétants que ce soit pour les Roms, les sans-papiers ou tout bonnement la justice.



Vous me permettrez de revenir sur les cas d'Aurore Martin, arrêté par la police française et livrée à la police espagnole dans un scénario digne des heures sombres de notre histoire.

Quel est le crime d'Aurore ? Appartenir à une organisation légale en France mais jugée comme terroriste en Espagne.

Je citerai l'écrivain Christian Laborde qui a écrit sur le blog de notre camarade Olivier Dartigolles les mots suivants : « Ils l'ont menottée, Aurore Martin, ils l'ont extradée, Aurore Martin, ils ont saccagé son clair prénom, Aurore matin. Elle doit se taire, ne plus dire non, oublier jusqu'au nom, de son pays, insoumis, Euskadi ».

Ce qui est scandaleux, c'est que Valls a osé faire ce que Guéant n'avait pas fait. Oui, cette gauche là m'inquiète. Si Aurore est aujourd'hui libre sous caution, nous demandons que toutes les poursuites soient levées.

Plus récemment, j'ai découvert, lors d'une initiative de la section du Sausseron, la situation du peuple Kurde.

Les camarades avaient projeté un film édifiant sur ce sujet, le film « Ez Kurdin » (Je suis Kurde) d'Antoine Laurent suivi d'un débat en présence du réalisateur et de la responsable de l'association PCF/Kurdistan, Sylvie Jan. Ce peuple subit une véritable persécution et des accords sont passés entre la Turquie et la France pour « organiser » la répression. L'assassinat des trois militantes du PKK à Paris nous a profondément choqués. Je pense qu'il est nécessaire de faire plus pour faire connaître la réalité de ce peuple et je propose qu'une diffusion de ce film suivie d'un débat soit programmée avant l'été et que nous en fassions une initiative d'envergure départementale.

Nous n'oublions pas notre combat en faveur d'un état Palestinien. Fin novembre, la Palestine obtenait le statut d'État observateur aux Nations Unies c'est une avancée réelle qui change la donne juridique et politique internationale sur la question de Palestine. La colonisation et l'occupation militaire seront désormais encore plus intolérables et injustifiables qu'elles ne l'étaient puisqu'elles bafouent maintenant les droits d'un État reconnu comme observateur par l'ONU.

La France - qui a voté pour - et ses partenaires européens devront tenir compte de cette nouvelle situation et s'engager dans une politique de la contrainte vis à vis de l'État d'Israël qui doit faire l'objet de sanctions tant qu'il persistera à se moquer du droit international et des résolutions de l'ONU en continuant la colonisation et la dépossession du peuple palestinien. Cependant, les résultats des élections israéliennes d'il y a quelques jours n'annoncent rien de bon pour la suite. Benjamin Netanyahu, avec une courte victoire, est appelé à former le prochain gouvernement. Ce politicien de l'ultra-droite nationaliste et anti-palestinienne, allié ou concurrent d'une extrême droite qui sort renforcée de ce scrutin, est un danger pour Israël, pour la région et avant tout pour le peuple palestinien.

Il n'a fait qu'accélérer la colonisation alors même que l'ONU faisait de la Palestine un Etat observateur. Notre soutien aux forces de paix, anti-colonialistes et progressistes israéliennes s'impose plus que jamais. Vous savez qu'au niveau départemental, nous sommes particulièrement engagés dans ce combat. Les villes de Bezons ou Fosses sont à l'avant-garde des contacts avec la Palestine, notre Fédération du PCF n'a pas hésité à s'engager dans les campagnes, « Marche pour Gaza » ou BDS, un des membres de l'exécutif départemental, Laurent Alcini a d'ailleurs été présenté au tribunal avec 6 militants d'autres forces pour avoir mené ce combat. Fort du soutien de la Fédération et des militants communistes, il est aujourd'hui disculpé. Nous développerons notre engagement pour qu'un état palestinien voit le jour dans les frontières de 1967, et puisse vivre en paix et en coopération avec l'état israélien.

Vous m'excuserez de ne pas développer sur la guerre au Mali, les mouvements progressistes en Amérique latine ou la situation en Syrie mais je me cantonnerai dans cette introduction au débat à parler de l'Europe.

Je serai rapide mais nous savons qu'une règle intangible de l'Europe, contenu dans le Traité voté sans modification par la droite et le PS, est que tout déficit budgétaire doit être éradiqué en taillant dans les dépenses publiques, sous peine d'amendes pour les Etats. Si l'on ajoute à cette règle la loi du marché considérée comme l'alpha et l'oméga de la politique économique, le résultat est sans appel : le pouvoir d'achat baisse, la récession s'installe conduisant à moins de recettes fiscales et creusant encore plus les déficits. Et voilà, l'Union européenne qui apparait à nouveau pour marchander chèrement ses aides en échange de nouveaux sacrifices : nouvelles coupes dans les budgets publics, nouvelles privatisations, nouvelles réductions des pensions... L'ordonnance prescrite pour « sauver les pays » comme ils disent, n'a qu'un résultat : tuer les peuples. Il y a urgence à retirer le corset étouffant du Pacte budgétaire et à reconquérir la Banque centrale européenne.

J'insisterai sur la résistance à cette Europe qui prend forme en 2005 avec l'opposition au Traité européen. Les communistes tendent la main à des écologistes, des socialistes, des militants d'extrême gauche qui refusent le carcan libéral du Traité. Cette convergence et la victoire du non qu'elle provoque marquent un nouveau départ pour penser autrement l'Europe. Il ne s'agissait pas, comme on l'a souvent dit, d'une coalition de circonstance campée sur une position de refus mais d'un mouvement profond. C'est dans cette période, et plus encore depuis le déclenchement de la crise, que se sont affirmées des constructions politiques nouvelles en Europe : Die Linke en Allemagne, SYRIZA en Grèce, la Gauche unie en Espagne. Souvent dissociées par le passé, les recherches d'alternatives à l'échelle nationale et en Europe deviennent indissociables. En France, ce combat a acquis une maturité nouvelle avec la

naissance du Front de gauche.

L'éruption du Front de gauche sur la scène politique est l'événement marquant de ces dernières années. Les campagnes électorales du Front de gauche ont réveillé une envie d'intervention. Elles ont donné la possibilité à des centaines de milliers de personnes d'investir leurs compétences, leurs engagements, leur volonté de retrouver prise sur leur travail, sur leur vie dans un nouvel espace politique. Electoralement, cela a débuté avec les européennes de 2009 puis, au fil des échéances suivantes, régionales, cantonales, présidentielle et législatives, la démarche poursuivra son développement.

Dans notre département, lors de la Présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche, obtient 11.95% des voix. La dynamique engagée ne se poursuit pas au même niveau lors des législatives qui suivent marquées par une abstention record (+4% par rapport à 2007) et un vote utile entraînant l'élection de 6 députés du PS ou soutenus par lui.

Cependant, il faut constater que lors de cette échéance, avec 25 089 voix pour le Front de gauche au premier tour contre 13 853 en 2007, nous sommes en très nette progression avec 81% de voix en plus. Ce qui nous permet d'atteindre 6.7% au total pour le Val d'Oise contre 3.49% en 2007.

Sur les 10 circonscriptions que compte le Val d'Oise, le score du Front de gauche dépasse les 5% dans 9 d'entre elles, dont une qui se situe au-dessus des 10% (Dominique Lesparre dans la 5ème). Dans la seule circonscription en dessous, le Front de gauche atteint 4.92% et manque à 30 voix près la barre fatidique.

En 2007, seule une circonscription était au-dessus de 5%.

Au-delà des chiffres électoraux ou de l'arrivée de plusieurs nouvelles composantes au Front de gauche, ce qui marque cette dernière année c'est le changement qualitatif.

Car, aux militants des diverses formations, la dynamique du Front de gauche agrège désormais des milliers de citoyens, de jeunes, de syndicalistes, de personnalités, venus le rejoindre ou le soutenir.

Le Front de gauche est aujourd'hui un espace politique inédit où cohabitent des formations politiques et leurs adhérents, et une dynamique citoyenne beaucoup plus étendue.

Pour faire vivre cet espace inédit des formes nouvelles doivent être inventées.

Pierre Laurent a appelé à l'expérimentation. Nous en sommes là aussi dans le département. Si nous avons tous acté, quand je dis nous il s'agit de toutes les forces politiques du Front de gauche dans le Val d'Oise, que le fonctionnement départemental est collégial et que chaque force maintient une existence propre et autonome, nous avons validé une coordination départementale qui permet de mener sur tout le territoire des batailles communes comme nous l'avons fait pour la santé. Cette coordination n'a aucun pouvoir particulier, aucun responsables,

tous les dirigeants des partis du Front de gauche en soit de fait les porte-parole.

Au niveau local, nous voyons des façons de s'organiser différentes apparaître. Le principal sujet de discussion tourne autour de la structuration en association. Tout d'abord, je tenais à préciser que cette demande émergeait souvent de « non-encartés » voulant avoir une appartenance marquée au Front de gauche et que, à aucun moment la direction fédérale du PCF n'a privilégié une forme par rapport à une autre.

Autre précision qui me semble utile de faire, c'est que, partout où ces associations se sont créées, les camarades du PCF qui s'y sont inscrits ou en sont à l'initiative ne l'ont pas fait avec le but de nuire au Parti voire même de le faire disparaître et le remplacer par une nouvelle structure. Preuve en est, dans des villes où ces associations existent (Bezons ou Mériel par exemple), nous réalisons des adhésions de membres de l'association au PCF. Après cette rapide mise au point, je tiens à préciser que la direction du PCF, dans une note écrite en décembre, donne un point de vue sur la structuration et les associations en particulier. Je cite : *« Nous ne pensons pas que leur organisation en association de type loi 1901 règle les problèmes. Cela oblige à l'élection d'un bureau ce qui établit une hiérarchie peu conforme à un mouvement. Au plan national, il nous semble impossible de cautionner la constitution d'association qui « éliminerait » une ou plusieurs composantes du Front de Gauche. La vie des assemblées citoyennes doit aussi s'établir sur la base de la collégialité et du consensus ».*

La note précise : *« Nous avons clairement indiqué que nous ne sommes pas favorables à la constitution d'associations de type loi 1901. Pour les raisons évoquées plus haut et aussi parce que cela ne règle rien aux questions financières contrairement à ce qui est évoqué parfois puisqu'une personne morale (association) ne peut financer une action politique ».*

Mais quelques lignes plus bas, la note nuance grandement cette appréciation car on lit, je cite toujours : *« En même temps on ne veut en aucun cas prendre des positions autoritaires, ce qui a été acté pour l'instant c'est de dire que nous ne privilégions aucune forme d'organisation ».*

C'est d'ailleurs comme, avec la même prudence, que s'est exprimé Pierre Laurent lors de la venue à Cergy.

Quand je parlais d'expérimentation c'est que cela nécessite un diagnostic après quelques mois de fonctionnement.

Ainsi, sur ma commune, je ne suis pas sûr que la forme associative soit la plus efficace. En effet, si une vingtaine de citoyens sont membres de l'association, près de 80 se sentent impliqués dans le Front de gauche. Donc, dans ce cas, l'association ne réussit pas à atteindre l'objectif fixé. Cependant, les contre-exemples existent. Je pense à Bezons, où les vœux de l'association du Front de gauche ont rassemblé 120 personnes, de toute la gauche, en

présence du Maire et de nombreux élus. On peut dire que cela a été le rendez-vous politique marquant de ce début d'année sur la ville. Même chose à Saint-Gratien, où l'association a volé la vedette au Maire lors de ses vœux.

Par contre, je suis impressionnée de voir le fonctionnement de l'Assemblée citoyenne de Garges qui réalise de nombreuses initiatives, débats ou actions, et qui arrive à fonctionner en associant des citoyens de façon efficace.

Ce n'est pas le cas dans tous nos comités locaux.

Je pense que nous n'avons pas de diktat à faire sur ce sujet et que les membres du Front de gauche peuvent choisir collectivement ce qui correspond le mieux à leur situation locale, c'est je pense ne pas me tromper, ce qu'a dit Pierre Laurent à Cergy.

Pour en revenir au fond, nous récusons toute rhétorique cherchant à nous classer à l'extrême gauche.

La campagne du Front de gauche a commencé à montrer combien ce que nous portons résonne du cœur de la gauche, au cœur du monde salarié et ouvrier, même quand nous n'avons pas encore convaincu jusqu'aux urnes. Le Front de gauche pose à la gauche une question rendue incontournable par la crise : celle de l'alternative politique aux forces de l'argent. Nous entendons bien disputer la question du pouvoir, au gouvernement comme dans toutes les institutions démocratiques, à ceux qui à gauche, se satisfont du jeu de l'alternance entre l'ultra-libéralisme et le social-libéralisme. Nous proposons à gauche un chemin nouveau. Ne pas l'emprunter dans ce contexte de crise, c'est prendre un risque majeur. A l'inverse, nous sommes persuadés que la dynamique que nous avons enclenchée est celle qui a le plus d'avenir à gauche.

C'est pourquoi, nous avons la conviction que, sans intervention populaire, sans la mise en action de toutes celles et de tous ceux qui ont voulu le changement pour qu'il se concrétise, ce changement attendu ne viendra pas. Ainsi, nous voulons être libres d'agir par tous les moyens pour que des choix audacieux s'imposent. Nous ne spéculons pas sur l'échec, nous visons le changement. Et le plus tôt sera le mieux car le pays souffre comme nous l'avons vu au début de mon intervention.

Le Front Populaire n'aurait pas été aussi marquant sans l'irruption du peuple, les congés payés ne figurait pas dans le programme, les partis de gauche dominants n'en voulaient pas, mais les salariés savaient que c'était du domaine du possible, ils portaient cette exigence déjà depuis si longtemps.

Et si nous gardions à l'esprit cette phrase de l'adresse inaugurale d'adhésion à la Première

Internationale « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », nous pouvons avancer.

La situation offre, dans ces conditions, un visage contradictoire. D'un côté, la politique gouvernementale, tellement contraire aux attentes du changement, déconcerte, démobilise, désespère. Elle nourrit la résignation et la peur du lendemain et offre dans ces conditions à la droite et à l'extrême droite, au MEDEF, aux forces de réaction des espoirs de reconquête.

Le danger est réel si nous restons l'arme au pied.

En effet, le Parti socialiste a changé de nature. On me rétorquera qu'il a toujours été sensible à la collaboration avec le capital « *le gérant loyal du capitalisme* » pour reprendre la formule de Léon Blum à la fin du Front Populaire. Mais aujourd'hui il y a bien plus que cela, se déroule sous nos yeux une mutation du Parti socialiste en Parti Démocrate, Tony Blair en a été un des théoriciens, ce qu'il a lui-même appelé « *le social libéralisme* » et Valls poursuit cette mutation jusqu'à proposer de ne plus faire référence à l'idée même de socialisme.

D'un autre côté, des forces, chaque jour plus nombreuses, peuvent comprendre que leur entrée en scène, leur mobilisation, leur intervention deviennent indispensables.

Mais pour cela, il faut qu'il leur soit proposé une voie de mobilisation positive, utile à faire progresser le changement et non à l'entraver plus encore.

C'est exactement le rôle que nous pouvons jouer.

Il n'est pas question de nous laisser enfermer dans le rôle d'opposant buté qu'on veut nous assigner, comme s'il n'existait qu'un seul choix possible à gauche ; ou soutenir le gouvernement, ou devenir un allié plus ou moins honteux de l'opposition de droite. Nous récusons cette alternative piégée.

Nous assurons notre rejet des mauvais choix du gouvernement au nom d'une idée centrale, une autre politique est possible pour la gauche.

Oui, « l'alternative à l'austérité c'est possible » et c'est pourquoi nous en faisons le thème de la campagne que nous lançons avec tout le Front de gauche et qui peut devenir le point de ralliement de toutes celles et de tous ceux qui ne renoncent pas au changement. Et ils sont très nombreux à gauche et dans le pays.

La perspective des élections municipales et européennes de 2014, et là aussi les débats qu'elles pourront susciter dans le Front de gauche comme dans la gauche, suscitent des interrogations.

Un mot d'abord des élections européennes. Elles se tiendront en mai 2014, dans un contexte de crise, malheureusement très probablement aggravée encore. L'élection européenne sera un moment de bataille essentielle pour élargir l'influence et les convergences des forces

d'alternatives en Europe. En France, cette bataille s'inscrira évidemment dans le prolongement de nos batailles pour rassembler autour d'alternatives à l'austérité. Le Front de gauche aura donc une carte forte à jouer dans ces élections.

Deux mois avant, se tiendront les élections municipales. Elles suscitent d'ores et déjà plus de débats. C'est normal, ce seront des élections structurantes pour le paysage politique national.

C'est pour nous une bataille politique de première importance. La droite espère déjà en faire le début de sa reconquête. L'extrême-droite, qui cherche toujours à ancrer sa crédibilité et sa banalisation, a décidé d'en faire la bataille centrale. Et, de surcroît, tout ou partie de ces forces peuvent cette fois tenter des alliances, en s'appuyant sur les dérives idéologiques nourries par Nicolas Sarkozy et aujourd'hui par Jean-François Copé.

Mais la question ne sera pas seulement celle du dessin des influences nationales. Une bataille majeure va s'engager en 2014 et se poursuivre en 2015 pour engager les collectivités locales dans la voie de l'austérité, le recul des services publics, et une reconfiguration complète des institutions territoriales et des politiques publiques de proximité. La commune et ses compétences seront dans le collimateur.

Bien avant d'être un débat d'alliances, auquel il est trop souvent réduit pour le moment, il s'agit d'un combat pour le maintien et le développement d'une conception de la République française assise sur la démocratie locale et la proximité des politiques publiques. L'enjeu municipal sera donc non seulement celui de la victoire de majorités municipales de gauche contre la droite et l'extrême-droite, mais il sera celui du maintien et du développement du maximum de positions municipales (maires, nouveaux élus dans des majorités comme dans des oppositions) aptes à mener dans la durée la bataille contre les logiques d'austérité.

Cela nécessitera une ambition de rassemblement qui aille au-delà du Front de gauche, et la bataille locale le permettra dans de très nombreuses communes.

Dans notre département, nous organiserons, dans les semaines à venir, une réunion à l'initiative de la Fédération du PCF qui regroupera les Maires communistes ou apparentés, les Présidents de nos groupes dans les différentes villes, la direction fédérale et les secrétaires de sections. Nous pensons en effet que la réflexion collective permettra d'avancer d'une façon la mieux adaptée pour ces élections qui seront éminemment politiques puisque des scrutins à listes bloquées seront organisés dans les villes de plus de 1000 habitants (contre 3500 aujourd'hui). Nous pouvons être ambitieux et envisager l'élection de très nombreux élus du Front de gauche et parmi eux beaucoup de communistes. Pour cela, nous devons, dans les villes, avancer sur des projets construits avec les citoyens qui serviront de base à toute discussion. Je le répète, il est essentiel de travailler le contenu avant les alliances.

Soyons clairs, notre objectif n'est pas de nous marginaliser mais d'être utiles en concevant

notre rôle d'élu comme un outil pour les citoyens. Nous comptons travailler ainsi beaucoup plus avec l'ADECR, à laquelle j'appelle les élus communistes à adhérer, et avec nos principaux élus. Nous avons engagé cette méthodologie avec des rencontres régulières depuis plusieurs mois entre les Maires et le Secrétaire départemental et en étant par exemple à l'initiative de réunions sur l'intercommunalité regroupant élus et dirigeants du PCF.

Pour votre information, Dominique Lesparre et moi-même souhaitons rencontrer la direction du PS et Didier Arnal afin d'avoir dès février un échange sur le redécoupage envisagé des cantons et leur diminution de moitié, mesure qui aurait certainement pour effet, ou du moins pour objectif, de faire disparaître la diversité au Conseil général.

Comme le dit le titre d'un chapitre du livre de Pierre Laurent, « Front de gauche ou PCF ? Pourquoi choisir ? »

En effet, nous avons justement fait le choix...de ne pas choisir ou plutôt de choisir les deux.

Je ne ferai pas un catalogue des diverses actions initiées par le PCF sur le département, ou dans lesquelles le PCF a été partie prenante, mais il serait faux de dire que le PCF a été sacrifié au profit du Front de gauche. Je ne cacherai pas que la perte d'adhérents engagée il y a quelques décennies sans interruption n'a pas été stoppée mais nous pouvons, sans exagérer et sans s'appuyer sur les résultats électoraux positifs, dire que la possibilité existe d'inverser cette tendance lourde. Tout d'abord, je voulais nuancer les pertes récentes en affirmant qu'aujourd'hui les chiffres d'adhérents annoncés, tant nationaux que départementaux, sont réels (ça n'a pas toujours été le cas) et que le faible nombre de cotisants s'explique aussi par un relâchement de cette activité au niveau des sections. En effet, pourquoi considérer comme plus adhérent un camarade qui ne cotise plus alors qu'on ne va pas le voir, parfois tout simplement parce qu'il ne vient plus aux réunions. Un effort peut être fait pour éviter « d'exclure » à leur insu des camarades. C'est pourquoi, lors de l'adhésion et même après, il est important de favoriser le prélèvement automatique, qui ne doit en aucun cas signifier l'arrêt des visites aux camarades concernés.

Notre action au sein du Front de gauche nous a aussi fait apparaître que le militantisme devait évoluer, se moderniser.

Je m'appuierai à nouveau sur des remarques tirées du livre de Pierre Laurent pour étayer mon propos. « des groupes sociaux entiers, pourtant au cœur du développement de la société comme les ouvriers, les habitants des quartiers populaires et les jeunes sont fortement minorés au sein de la représentation politique. La parité, elle aussi, s'instaure trop lentement » constate-t-il. Ces distorsions existent même dans notre Parti.

Nous ne sommes pas là confrontés à un problème de désinvestissement politique, la campagne des présidentielles l'a prouvé, mais bel et bien à la permanence de logiques de



domination de classe ou de genre.

Combattre ces situations nécessite de faire preuve de volontarisme, en agissant concrètement pour la transformation des pratiques et de la représentation politique. J'en profite pour féliciter la commission des candidatures, et certaines sections, qui nous proposera demain une liste à parité pour le CD, alors qu'il n'y avait que 42% de femmes en 2008, et dans laquelle, malgré une forte réduction du nombre de membres, apparaissent 6 nouvelles et nouveaux camarades de moins de 35 ans. La parité n'est pas un gadget, c'est un des axes de majeur de notre combat communiste. L'arrivée de jeunes dans notre Parti doit nous imposer de nouvelles pratiques pour les associer à tous les niveaux de l'organisation. Ils vivent à un autre rythme, utilisent d'autres canaux que les modes de communication classique, notamment à travers les réseaux sociaux.

Si au niveau fédéral, nous apparaissions sur facebook ou twitter, ce n'est pas pour faire le buzz, c'est pour nous adresser plus clairement à tous les citoyens.

Des améliorations ont eu lieu en ce qui concerne la création de sites ou de blogs. Le site du PCF95 a été mis à neuf et une newsletter permet de communiquer par un simple « clic » des informations à des centaines de personnes. Beaucoup de sections ont aujourd'hui leur blog et nous ne devons pas négliger l'impact de cet outil de communication.

Quand nous avons plusieurs centaines de visites sur un site ou blog, il nous suffit de penser au nombre de tracts qu'il faudrait diffuser ou de courriers à envoyer pour faire connaître les mêmes éléments. Durant les campagnes électorales, les petits films réalisés par le PCF ont fait un véritable tabac, en circulant sur les réseaux sociaux, les blogs, ils ont permis de faire connaître, de façon moderne et directe des propositions fortes. Peut être pourrions-nous revoir la façon d'organiser nos réunions politiques qui se déroulent trop souvent avec des codes spécifiques qui écartent de fait une partie des participants. Cette réflexion sur les formes de l'activité politique ne relève pas uniquement de la pédagogie. C'est de la façon de faire de la politique qu'il s'agit et donc de son contenu même. En effet, si nous n'évoluons pas la situation est mortifère pour le PCF et nous risquons la délégation de prise de parole et de décision à quelques leaders.

Beaucoup de camarades mettent en avant les manques en matière de formation. Je suis assez porté à partager cette remarque. Mais qu'appelons-nous « formation » ? Je pense évidemment que les écoles du PCF calquées sous les formes passées ne sont plus adaptées, au vu de ce que je viens de dire précédemment.

Tout échange sur un thème particulier peut être un moment de formation.

Les débats organisés par la Fédération du PCF, en collaboration avec espace Marx, à la Fête de l'Huma sont des moments forts de formation. Je pense à celui de cette année sur la question du travail qui a marqué les participants. Les initiatives sur le féminisme à Goussainville, en

présence de Marie-George Buffet, ou celle sur la jeunesse repoussée au printemps pour cause d'intempérie sont aussi des moments de formation.

Même choses en ce qui concerne notre coopération avec le cinéma Utopia à Saint Ouen l'Aumône, puisque nous participons à la programmation des films suivis de débats (JP Rossignol y représente le PCF), et nous avons pu ainsi traiter des Roms ou de la crise en Grèce avec comme intervenant Francis Parny. C'est la même chose, quand une camarade à Bezons, décide de la projection d'un film à la section, projection suivie d'un débat. Nous sommes dans des moments d'éducation populaire, moment essentiels.

La lecture est un vecteur important de la formation et la « librairie permanente » qui existe à la Fédération peut aussi servir à cela. C'est aussi dans cet esprit que nous avons réédité le livre de Francis Arzalier sur une « Brève histoire des communistes du Val d'Oise » et tenu un débat autour du livre à la Fête de l'Huma, que nous avons participé à l'initiative des vétérans pour réaliser un film ou que nous recueillerons dans les prochains mois les éléments sur le PCF dans l'Est du département. C'est avec le même souci de la transmission de l'Histoire que nous aidons l'Amicale de Châteaubriant, commémorons Gabriel Péri ou que le Secrétaire départemental et des camarades de la direction sont toujours présents à Aincourt.

Ce qu'il manque peut être aux yeux de certains, c'est l'apport théorique, nous pouvons réfléchir à comment y travailler en créant une commission formation à l'intérieur du CD et en ayant un animateur sur ce sujet dans l'exécutif départemental.

Je tiens quand même à souligner qu'il est dommage, que malgré une importante aide financière de la Fédération du PCF, trop peu de camarades participent à l'université d'été du Parti qui est un moment fort en termes de formation. Je remercie d'ailleurs Bernard Biyik qui y a participé cette année et nous a fait un retour écrit paru dans une lettre de la fédé.

En ce qui concerne la communication, vous recevez régulièrement, hors la newsletter, une lettre de la fédé qui tient au courant les camarades du département de l'activité des sections ou de la Fédération. De plus, la lettre du CD, qui reprend les débats tenus dans cet organe de direction, est un outil garantissant la transparence à l'intérieur de notre Parti.

Si des améliorations doivent voir le jour dans les contacts sections/Fédé, avec une plus grande place pour un secteur « vie du Parti » dans l'exécutif, il faut noter que, par rapport à 2008, les communistes amorcent 2013 plus rassemblés, autour de la base commune et de la stratégie engagée. Pour avancer dans la « vie du Parti », nous organiserons régulièrement des réunions entre l'exécutif de la Fédération et les Secrétaires de sections.

Lorsque nous avons constitué en 2008, un exécutif représentant la diversité des positionnements dans le Parti, que nous avons parlé de « maison commune », beaucoup avaient souri.

Après 4 ans de travail en commun, nous avons vu qu'il était possible d'avancer d'un même pas sans avancer au pas. Les débats au CD sont apaisés et chacun peut exprimer son point de vue sans être catalogué. C'est le point le plus positif que nous pouvons tirer de cette expérience. C'est dans cet esprit que nous devons continuer, les communistes en ont marre des conflits interne alors que la situation sociale et politique appelle à concentrer nos efforts contre nos vrais adversaires. De plus, nous proposerons des thématiques aux membres du CD afin qu'ils approfondissent en élargissant hors du CD sur des points précis. Nous pourrons entre autre nous appuyer sur des syndicalistes car il faut reconnaître, dans nos relations avec eux, un changement total de climat, changement du en particulier à notre soutien et à notre engagement, dans le domaine politique, à leur côté.

Pierre Laurent que nous avons fait, je le rappelle car c'est important, fait venir à une AG des communistes du département à Cergy il y a deux semaines, tenait un meeting sur le communisme Bordeaux il ya quelques jours. Il y disait « *Tous les jours, aux quatre coins du monde, des femmes, des hommes, de toute génération, se lèvent pour résister aux injustices, se dresser contre l'ordre des privilèges et mener le combat pour une vie meilleure pour tous. Bien sûr, chacun voit bien combien ces efforts sont encore dispersés, éparpillés, mais chacun mesure, aussi, à quel point les convergences deviennent urgentes. Qu'importe le nom que chacun lui donne. Nous nommons ce mouvement nécessaire communisme. D'autres non. Mais les racines d'une société de mise en commun poussent partout. Un communisme de nouvelle génération peut venir des énergies transformatrices qui travaillent un peu partout sur la planète* ».

Notre parti est le creuset de mille et un parcours singuliers. Et dans une société dont la logique est le formatage, le calibrage des individus, le dirigisme, l'autoritarisme, l'egocentrisme, s'assigner pour ambition l'émancipation de tous par l'épanouissement de chacun, est non seulement profondément subversif mais aussi prodigieusement porteur d'avenir. Oui, il est possible d'être soi, pleinement soi et de s'inscrire dans une visée commune où l'intérêt général n'est pas fondé sur « un minimum nécessaire » mais sur le principe que le meilleur est partager. Ce que peuvent nous apprendre les expériences socialistes, communistes, ou prétendues telles, du siècle passé et dont la chute du mur de Berlin marque la fin, c'est que la transformation sociale est illusoire, elle est même impossible, dès lors que l'individu est nié et réduit à la taille d'un atome qui subit la société plutôt que d'en être un acteur en pleine possession de ses droits, de ses facultés, de ses libertés.

Les drames qui au cours du XX<sup>e</sup> siècle ont durablement affecté le projet communiste, le stalinisme, et ses millions de victimes, et l'échec profond du système soviétique, ont grevé la crédibilité du communisme, durablement alors que ce n'était pas l'échec du communisme,

auquel ils ne se sont jamais référés, mais bien celui d'une forme de socialisme. Le mouvement ouvrier révolutionnaire du XIXe siècle s'est cependant rabattu de façon largement majoritaire sur l'objectif non seulement bien moindre mais qualitativement différent qu'il a nommé *socialisme*, lequel vise certes à en finir avec l'exploitation capitaliste et son cortège de méfaits, mais moyennant la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État utilisé par un parti des travailleurs comme levier de la transformation sociale et de la construction d'une société nouvelle – le dépassement des logiques marchandes, le dépérissement de l'État, la désaliénation des consciences n'étant pas retenus comme objectifs d'emblée incontournables. Cet objectif du socialisme qui l'a emporté, sous deux formes opposées mais en profondeur parentes : celle du soviétisme stalinien connu sous le nom complètement trompeur de communisme, en réalité socialisme autocratique, et celle du social-démocratie, différents sous maints rapports mais l'un comme l'autre aux antipodes de l'appropriation effective des forces productives et moyens de pouvoir par les producteurs-citoyens eux-mêmes. Ce qui a radicalement et irréversiblement échoué au XXe siècle, c'est précisément le socialisme, sous ses deux versions.

Dans notre pays, les énergies communistes s'en étaient trouvées divisées, dispersées. Il a fallu repenser et rassembler. Ce travail a pris du temps. Il a dû être mené dans une période de lutte de classes intense, d'affaiblissement de notre parti provoqué par les transformations de la société française elle-même, la désindustrialisation en premier lieu. Mais aujourd'hui, le travail accompli est un bien précieux pour penser de façon renouvelée l'action communiste pour transformer le réel. Et la route a repris, résolument tournée vers le XXI<sup>e</sup> siècle. Nous devons être audacieux, ne pas se mettre de barrières dues à un pseudo-réalisme. Y avait-il quelqu'un en 1788 pour croire en la possibilité proche d'une France républicaine ? Y avait-il quelqu'un en 1916 pour croire en la possibilité d'une Russie socialiste ? Y avait-il quelqu'un en 1989 pour croire en une Afrique du Sud sans apartheid ?

Nous devons être ces « quelqu'un » et nous engager vers un grand processus transformateur. Oui, mettre en avant la gratuité des transports quand les usagers ne connaissent que des hausses de leur pass-navigo, nous ferons d'ailleurs venir dans le département pour un échange sur ce sujet Magali Giovanangelli, Présidente de la communauté d'Aubagne et des Pays de l'Etoile qui nous a passionnés à la Fête de l'Huma, parler, comme le faisait le regretté Bernard Birsinger, de la gratuité du logement alors que les loyers flambent.

Voilà, à ce que doit servir notre congrès, à mettre en route comme l'a dit Pierre Laurent, « un communisme de nouvelle génération »...ou comme l'a dit Apollinaire à « Rallumer les étoiles » !